

Société | Tribune Libre Jacques Méric: "Paradise Papers: laissez passer, il n'y a rien à voir"



Alors que sortaient les révélations des « Paradise Papers », l'expression « Il faut bien préciser que tout cela est parfaitement légal », était déjà reprise à l'envie par les chroniqueurs institutionnels des plateaux télé, pour finir par occuper plus de place que l'information elle-même. A quoi bon se soucier de l'activité de quelques ultra-riches qui se révèlent simplement plus malins que les autres et qui ne sont, après tout, qu'une poignée d'individus.

En milieu de semaine, sous l'impulsion de quelques invités politiques, le tableau se complète; tout cela n'est finalement qu'une conséquence inévitable du matraquage fiscal. Ce sont donc des victimes d'un système injuste qui sape la compétitivité.

Le « storytelling » est désormais en place. C'est un « remake » de Robin des Bois qui reprend au Sheriff de Nottingham des impôts injustes pour les redistribuer, « par ruissellement », au peuple en souffrance.

Au fond nous savons tous que nous subventionnons depuis très longtemps « les premiers de cordées » ; il y a eu « l'amendement Fillon » puis « le CICE », maintenant « les mesures Macron », des milliards d'impôts collectés sans autre objectif que de réduire la charge fiscale de ceux qui portent la richesse. Fuir l'impôt ou le faire prendre en charge par la classe moyenne peut donc être admis comme une conséquence naturelle de la supériorité de ceux dont la richesse dépasse l'entendement.

En fin de semaine quelques voix se sont faites entendre pour rappeler que l'égalité de l'impôt est la base même de notre république et de notre démocratie, par l'article 13 de la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » placée en préambule de notre Constitution et que, en outre, rien ne permettait de créditer d'une quelconque légalité ces opérations financières par constructions totalement dissimulées, dont l'origine des fonds est inconnue, passant par des tuyaux sans contrôle possible et recherchant leurs rémunérations dans les pires systèmes spéculatifs.

Mais la promesse du changement est déjà là : c'est « La transparence », tout en précisant bien que cela repose sur une impossibilité : un accord unanime des états membres de l'Union Européenne, ... qui devient ainsi responsable par avance des échecs et des révélations à venir. Incidemment au plan français, cela évitera de devoir s'expliquer sur l'opacité du fonctionnement des « cellules de dégrisements » et du « verrou de Bercy ».

Moins d'une semaine et les affaires peuvent reprendre.

Jacques Méric

Crédit Photo : JM

Publié sur aqui.fr le 21/11/2017

[Url de cet article](#)